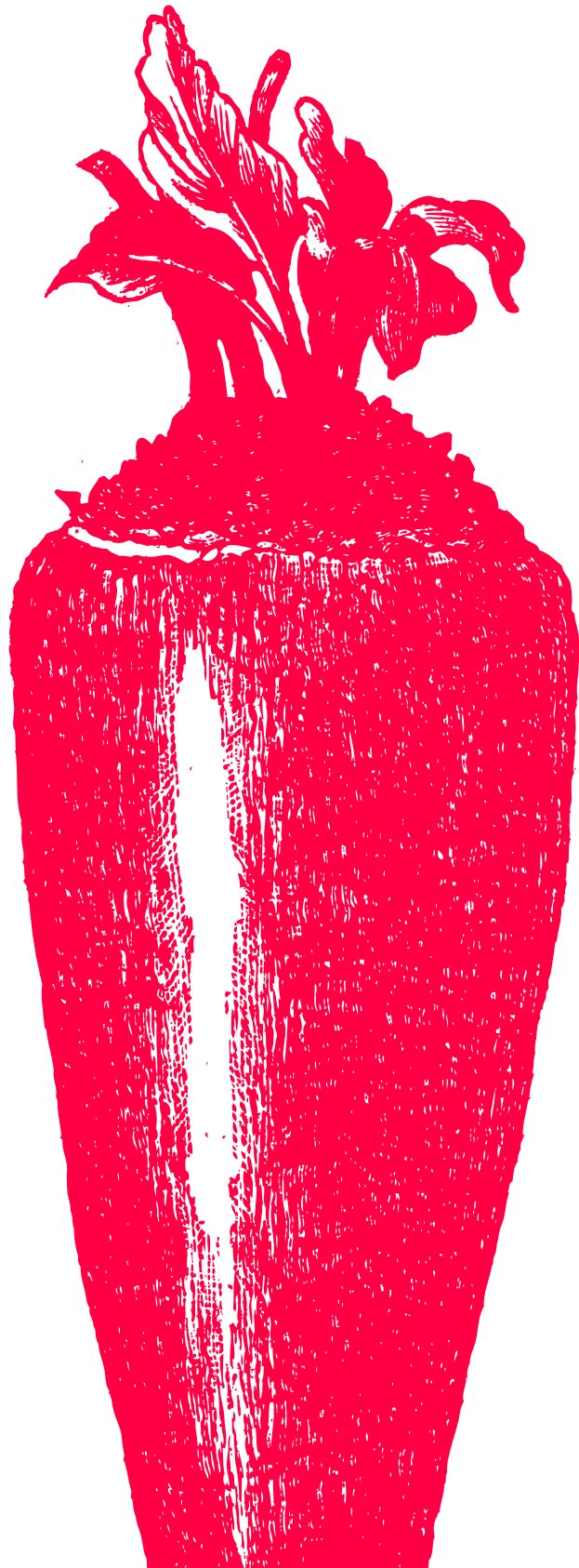




RAPPORT ANNUEL 2014-2015



## **BÂTIR ALTERNATIVES**



**ALTERNATIVES EST UNE ORGANISATION DE SOLIDARITÉ, ALTERMONDIALISTE, QUI ŒUVRE POUR LA JUSTICE ET LES DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX, POLITIQUES, CIVILS, CULTURELS ET ENVIRONNEMENTAUX, AU QUÉBEC, AU CANADA ET AILLEURS DANS LE MONDE. NOTRE MISSION VISE LA MISE EN RÉSEAU, LA PROMOTION ET LA CONSTRUCTION D'INITIATIVES DE MOUVEMENTS POPULAIRES ET SOCIAUX. ALTERNATIVES VISE LE RENFORCEMENT DE L'ACTION CITOYENNE ET DE LA CONTRIBUTION AUTONOME DES MOUVEMENTS SOCIAUX DANS LA CONSTRUCTION DE SOCIÉTÉS DURABLES.**

*Alternatives sait qu'un autre monde est possible.*

Ensemble, depuis notre création en 1994, nous avons vu les résultats positifs et fructueux de centaines d'initiatives dans plus de 35 pays, menées en partenariat avec de nombreux mouvements sociaux et alliés, plus de 1 200 stagiaires, un nombre incalculable de volontaires ainsi qu'une équipe dynamique et dévouée. Nous poursuivons donc notre but de construire un monde qui peut voir :

- Femmes, hommes et enfants vivre avec dignité et respect, où ils peuvent se partager équitablement le pouvoir ainsi que les ressources nécessaires pour vivre et s'épanouir.
- Un respect de la diversité

des peuples et des individus du monde entier, ainsi qu'un respect inconditionnel des droits civils, politiques, économiques, environnementaux, sociaux et culturels.

- Une amélioration des conditions de vie des populations et, par conséquent, un progrès fondé sur un modèle de développement en rupture avec le paradigme de la croissance et qui est centré sur des principes de transformation sociale et de solidarité.

Pour Alternatives, toute action de solidarité internationale, par la réalisation de projets à l'étranger, trouve un

prolongement dans un travail d'éducation et de mobilisation au Québec et au Canada, à partir d'une même vision de transformation sociale. Une telle action, en particulier dans un pays du Nord, est liée avec une vision globale de l'action en solidarité, tant locale qu'internationale.

Pour ce faire, Alternatives :

- Développe des actions et des projets de solidarité internationale qui visent le renforcement des capacités des individus et des mouvements populaires et sociaux luttant en faveur des droits collectifs économiques, sociaux, politiques,

culturels et environnementaux.

- Participe aux mobilisations et développe des initiatives avec les mouvements sociaux au Québec et au Canada en vue de renforcer les capacités d'individus et de mouvements populaires et sociaux luttant pour les mêmes droits.

Ces actions et projets sont composés d'initiatives selon quatre axes stratégiques d'intervention (communication, éducation et formation d'une relève, mise en réseau et pérennisation du mouvement).



## 1. MOT DU PRÉSIDENT

Alors que nous étions remplis d'enthousiasme avec la tenue du Forum social des peuples à Ottawa en août 2014, nous avons appris au cours du même été que Revenu Canada remettait en question le statut d'organisme de bienfaisance d'Alternatives. Toute l'année, nous avons attendu les suites de cette démarche du gouvernement. Toute l'année, nous avons poursuivi la mission d'Alternatives : la solidarité en action.

Tout en poursuivant des projets avec des partenaires du Sud en vue de rendre plus autonomes les populations et leurs organisations, tout en poursuivant les stages pour jeunes et le développement de l'agriculture urbaine, nous avons été de tous les rendez-vous d'ici dans la résistance aux politiques d'austérité, de concert avec les autres organisations sociales. Nous en avons d'ail-

leurs fait le thème du Festival des solidarités en juin 2015, qui a aussi permis d'exprimer notre solidarité avec le peuple grec, aux prises avec de tels programmes de restrictions budgétaires.

Quel que soit le sort des élections qui viennent, c'est avec la volonté de renforcer les capacités d'agir des populations des mouvements sociaux en vue d'une plus grande justice

sociale et environnementale, que nous allons poursuivre notre action de solidarité. Il s'agit d'un enjeu de première importance pour la pérennité de l'action citoyenne d'Alternatives.

Cette année, Alternatives a besoin de votre appui plus que jamais, en tant que membre, donateur et partenaire. Merci à celles et ceux qui nous ont appuyés au cours de l'année qui s'achève.

Merci aussi aux membres du conseil d'administration et de l'équipe de travail qui bâtissent Alternatives au quotidien. L'action de toutes et tous est nécessaire pour qu'un autre monde soit possible.

**RONALD CAMERON**

*Président*

*Bâtir Alternatives, appuyer la solidarité en action.*

## 2. LE PROGRAMME DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

### LIBERTÉ D'EXPRESSION DANS LA RÉGION MAGHREB/MASHREK

Les médias en ligne constituent des outils précieux pour promouvoir les droits de la personne et démocratiser l'espace public. Mais si les technologies de l'information et des communications ont initialement contribué à l'émergence de nouvelles voix, l'Internet est aussi devenu un incroyable outil de contrôle. Aujourd'hui, dans le monde arabe comme dans plusieurs autres régions, un armement informatique de plus en plus sophistiqué permet aux gouvernements de traquer les journalistes et les blogueurs, de recueillir des renseignements à leur sujet, de manipuler l'information et de censurer les voix dissidentes. Partout, l'obsession sécuritaire, appuyée par une entreprise de surveillance de masse, onéreuse et complexe, justifie la violation des droits de la personne et le rétrécissement du champ des libertés civiles.

C'est ainsi qu'avec le soutien de la Commission européenne, Alternatives et ses partenaires ont entrepris en 2014 de mettre en oeuvre une initiative pour appuyer le droit à la liberté d'expression et d'opinion, à la liberté d'association, à l'information et à la vie privée dans la région du Maghreb et du Machrek.

*Le DSS216 : un centre de formation et de ressources en sécurité numérique*

À Tunis, le centre DSS216 (pour Digital Security School) offre aux défenseurs des droits de la personne, aux journalistes et aux blogueurs ainsi qu'aux organisations de la société civile de la région une formation et des outils pour renforcer leur sécurité en ligne, apprendre à contourner la censure et mieux comprendre le contexte des droits numériques, de la liberté d'expression et de la liberté d'association. Au moyen du processus d'examen période universel (EPU) du Conseil des droits de

l'Homme, par ailleurs, la société civile a les moyens d'exercer une pression sur les États ciblés en vue d'améliorer les droits relatifs à l'Internet.

Le programme comprend trois principales composantes :

- La mise en place à Tunis du centre DSS216 pour former et outiller les défenseurs des droits de la personne, les journalistes et blogueurs et les organisations de la société civile dans le domaine de la cybersécurité. Le centre offre des activités de formation, des ressources, un soutien technique et un fonds d'urgence.
- Le déploiement de sessions de formation sur les droits relatifs à l'Internet, la liberté d'expression et la liberté d'association.
- La consolidation d'un plaidoyer national, régional et international sur les droits relatifs à l'Internet, la liberté d'expression et la liberté d'association dans la région du Maghreb et du Machrek.

Le programme accorde la priorité aux défenseurs des droits de la personne de l'Égypte, de l'Irak, de la Palestine, de la Tunisie, du Soudan et de la Syrie.

Le projet est réalisé en partenariat avec plusieurs organisations du Nord et du Sud, notamment l'Association pour le progrès dans les communications (APC/Afrique du Sud), le Forum tunisien des droits économiques et sociaux (FTDES/Tunisie), le National Association for Defence of the Rights of People (NADRP/Irak), le Teacher Creativity Centre (TCC/Palestine), Equalit.ie (Canada) et le Iraqi Civil Society Solidarity Initiative (ICSSI), un réseau initié par Un Ponte Per (UPP/Italie). Deux organisations du Soudan sont aussi partenaires.



« Depuis le début de la guerre civile syrienne, les défenseurs des droits de la personne ont fait de grands efforts pour documenter les violations de droits. Ils ont produit des centaines de milliers de vidéos et de photos documentant toutes sortes d'atrocités et de crimes.

Cependant, plusieurs facteurs, dont le piratage et la clôture de comptes YouTube et Facebook, affectent la disponibilité de cette importante documentation. Déjà, beaucoup de preuves documentant le cours du soulèvement syrien, la guerre civile et les violations des droits de la personne ont ainsi été perdues. Cette perte de données compromet déjà l'efficacité des processus de reddition de comptes et de plaider pour la justice et la réconciliation.

Grâce au soutien technologique d'Alternatives, nous avons lancé le projet «Archives syriennes», une initiative gérée par un collectif de militants et de militantes des droits de la personne qui sont engagés à préserver les documents sur les abus de droit et la violence en Syrie.

Les promoteurs de cette initiative estiment que les violations des droits de l'homme ne doivent pas avoir lieu en toute impunité, et qu'à moins que les auteurs ne soient traduits en justice, il n'y aura pas de paix durable possible. L'initiative appuiera le processus de réconciliation en soutenant les défenseurs des droits de l'homme dans leurs efforts pour préserver, en toute sécurité, la documentation relative aux violations des droits de l'homme en Syrie commises par tous les acteurs du conflit.»

**HADI AL-KHATIB**

*Formateur en sécurité numérique*

*Réfugié syrien en Europe*

[syrianarchive.org](http://syrianarchive.org)

## 2.2 DROITS DE LA PERSONNE, DROITS ENVIRONNEMENTAUX ET MINIÈRES CANADIENNES EN AMÉRIQUE LATINE

Depuis 2014, Alternatives soutient les efforts d'associations du Guatemala, du Nicaragua, du Honduras et du Salvador pour réformer les codes miniers nationaux, améliorer la réglementation des entreprises transnationales et protéger les droits des femmes et des hommes dont la vie est perturbée par les activités minières, notamment celles des minières canadiennes. Le programme appuie le travail de plaidoyer mené par les partenaires, fournit un appui direct aux communautés sous forme de ressources financières, techniques et matérielles afin de faciliter leur accès aux mécanismes de justice et cherche à élargir la participation et l'influence des populations ciblées dans la gestion de leurs ressources et le développement social et économique de la région. Cette initiative est soutenue par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie du gouvernement du Québec, la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et la formation syndicale basque ELA.

## 2.3 MAQUILADORAS : UN SOUTIEN À L'ACTION SYNDICALE EN AMÉRIQUE CENTRALE

Avec la mondialisation accélérée de l'économie et la délocalisation du Nord, plusieurs usines de sous-traitance étrangères – ou maquiladoras – ont vu le jour dans les zones franches d'Amérique centrale et génèrent aujourd'hui près du quart de l'emploi de la région. Ouvrant principalement dans le secteur textile, ces entreprises, qui bénéficient de mesures incitatives et d'exonération, violent les droits des travailleurs et des travailleuses et musellent les syndicats.

Alternatives concluait cette année une initiative quinquennale de renforcement des capacités institutionnelles, du rayonnement et du plaidoyer de deux centrales syndicales méso-américaines œuvrant dans le secteur des maquiladoras, soit la Confederación Unitaria de Trabajadores du Honduras (CUTH) et la Centrale sandiniste des travailleurs (CST) du Nicaragua. Cette dernière année du projet visait à consolider la participation de jeunes et de femmes dans l'organisation syndicale et à soutenir l'élaboration d'un cadre juridique et normatif pour protéger les travailleurs et les travailleuses.

Depuis le début, cette initiative a contribué à former plus de 1200 femmes et jeunes dans le domaine du plaidoyer et des techniques audiovisuelles de base et quelque 75 conseillers

syndicaux en matière de droit du travail et à faire avancer des projets de loi sur les droits de travailleuses domestiques, le salaire minimum, la sécurité sociale et la protection de droits syndicaux.

Soutenu par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie du gouvernement du Québec, ce projet a surtout permis de faire converger l'expertise syndicale de partenaires comme la Confédération des syndicats nationaux (CSN), la Central Unica dos trabalhadores (CUT) du Brésil, l'Organisation syndicale du Pays basque (ELA) et de la Centrale syndicale des Amériques (CSA), en solidarité avec les partenaires du Honduras et du Nicaragua.

## 2.4 MOBILISER LES JEUNES

Depuis sa création en 1994, Alternatives forme et sensibilise de jeunes stagiaires à la solidarité internationale, à la participation citoyenne, aux communications sociales et à la saine gestion de l'environnement.

En 2014-2015, dans le cadre du programme Québec sans frontières, Alternatives a envoyé près d'une trentaine de jeunes Québécois et Québécoises pour soutenir le travail de ses partenaires outre-mer. Au Cameroun, le groupe a poursuivi une initiative d'agriculture urbaine lancée il y a trois ans, dans un quartier populaire de Yaoundé par l'association camerounaise Protège QV. En Équateur, les stagiaires ont réalisé des documentaires vidéo avec des jeunes de la ville de Portoviejo, en collaboration avec l'Association Cristiana de Jovenes (ACJ). En Tunisie, ils ont soutenu les efforts de plaidoyers menés par le Forum tunisien des droits économiques et sociaux (FTDES) sur les questions environnementales dans la baie de Monastir.

Durant la période du stage, nous avons de plus reçu trois stagiaires réciprociété, deux du Cameroun et un d'Équateur pour travailler à Montréal auprès de nos partenaires.

**« DANS UN CONTEXTE OÙ TOUTS NOS DROITS SONT BAFOUÉS QUOTIDIENNEMENT, OÙ LE SIMPLE FAIT D'ÊTRE SYNDICALISTE EST UNE QUESTION DE VIE OU MORT, LE SOUTIEN SOLIDAIRE D'ALTERNATIVES, DE LA CSN ET DE LA ELA FUT FONDAMENTAL POUR NOTRE SURVIE ET NOTRE LUTTE COMME ORGANISATION SYNDICALE. »**

Idalmi Carcamo  
Secrétaire générale adjoint de la  
Confederacion Unitaria de Trabajadores  
ed Honduras (CUTH)

**« EN SOI, LE STAGE M'A APPRIS À MIEUX ME CONNAÎTRE, À TRAVERS MAINS TRAVAUX D'ÉQUIPE ET L'EXPÉRIENCE OUTREMER. J'AI APPRIS À RECONNAÎTRE MES LIMITES, MES DÉFIS, MAIS AUSSI CE QUE JE PEUX APPORTER À UN GROUPE. LE PROGRAMME QUÉBEC SANS FRONTIÈRES M'A CONFRONTÉE À UNE CULTURE NOUVELLE, AUTANT SUR LE PLAN DES TRADITIONS, DES HABITUDES DE VIE, QUE DES HABITUDES DE TRAVAIL. J'EN SUIS RESSORTIE GRANDIE EN CE QUI A TRAIT À MON CONTACT À L'AUTRE, QU'IL SOIT QUÉBÉCOIS OU D'AILLEURS. J'ARRIVE MAINTENANT À PORTER UN REGARD NOUVEAU SUR MON PROPRE MODE DE VIE, SUR MA SOCIÉTÉ, SUR CE QU'ELLE EST, MAIS AUSSI SUR SES IMPACTS À L'ÉTRANGER.**

**EN TANT QU'ÉTUDIANTE EN RELATIONS INTERNATIONALES, CE PROGRAMME M'A AUSSI INITIÉE À LA COOPÉRATION INTERNATIONALE, ET M'A DONNÉ UN REGARD NOUVEAU SUR MES ÉTUDES ET MES ASPIRATIONS PROFESSIONNELLES. »**

*Annie-Claude Veilleux, Stagiaire au Cameroun*



### 3. AGRICULTURE URBAINE AU QUÉBEC ET À L'ÉTRANGER

En 2003, Alternatives lançait une recherche de trois ans visant à mettre au point une technique de culture en contenant pour permettre de jardiner sur des surfaces minéralisées ou contaminées (toitures, cours bétonnées, aires de stationnement, etc.), particulièrement en contexte urbain.

Cette méthode innovatrice, qui a marqué le début du programme d'agriculture urbaine, a donné naissance à plus d'une cinquantaine d'initiatives dans plusieurs villes du Québec, mais aussi à Port-au-Prince, à Bamako, à Casablanca, à Yaoundé et à La Havane.

Depuis, Alternatives et ses partenaires ont engagé des milliers de citoyens du Sud et du Nord à repenser la ville et à revoir les modèles qui sous-tendent la production alimentaire. Alternatives travaille avec des associations et des communautés afin de créer des jardins urbains, appuyer les petits paysans, plaider pour des règles commerciales plus équitables et promouvoir le compostage. Tous ces efforts concourent à un système alimentaire plus participatif, juste et viable.

#### 3.1 SOUTIEN AUX PROJETS D'AGRICULTURE URBAINE

Son service-conseil en agriculture urbaine d'Alternatives, doté d'une expertise de plus de dix ans, offre un suivi personnalisé et propose la conception de plans hor-

tiques, l'installation de potagers, une formation adaptée aux besoins, ainsi que des ressources complémentaires afin d'approfondir les apprentissages.

Plusieurs potagers ont vu le jour en 2014-2015, notamment à la garderie Minou de Mamie et auprès des associations communautaires Trajet et Porte Jaune (Yellow door) ainsi que dans un restaurant de la chaîne hôtelière Hyatt. La création de potagers a été accompagnée d'ateliers adaptés aux besoins de chaque initiative. Durant cette période, Alternatives a également aménagé son trentième jardin scolaire.

#### 3.3 SYSTÈMES ALIMENTAIRES

Dans le cadre de l'initiative Hochelaga'table, Alternatives a engagé un processus de réflexion, d'analyse et de création avec des jeunes montréalais issus de milieux défavorisés afin de réfléchir sur l'alimentation saine et son accessibilité.

Dans un projet mené avec l'organisme Passages, le développement d'un jardin collectif et la réalisation d'une série d'ateliers autour de l'alimen-

tation ont servi de prétexte pour aborder l'alimentation avec une trentaine de jeunes femmes en difficulté.

Alternatives a aussi appuyé l'élaboration du plan d'action et de la Charte alimentaire de la municipalité de Côte-Saint-Luc, la première charte au Québec à reconnaître l'importance de l'alimentation locale.

#### 3.4 CULTIVER MONTRÉAL, CÉLÉBRER L'AGRICULTURE URBAINE

En 2015, Alternatives coordonnait, en collaboration avec une multitude d'organismes, la première édition de Cultiver Montréal, un mandat qui lui sera accordé jusqu'en 2016.

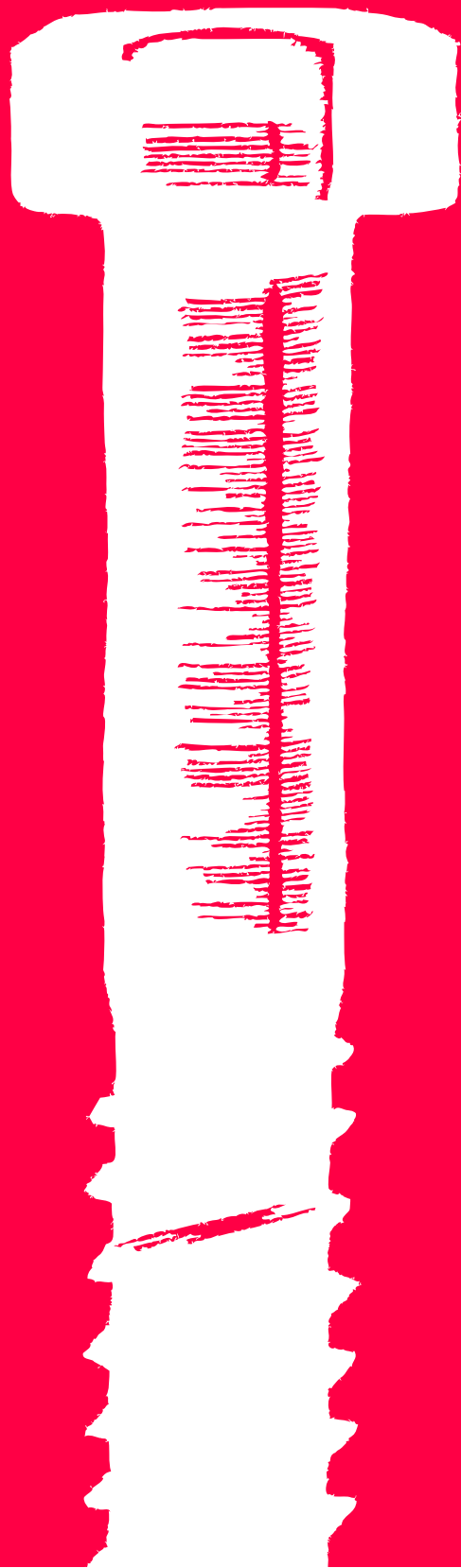
En bref, Cultiver Montréal 2015 a réuni 92 exposants, 70 partenaires locaux, plus de 3000 participants et une soixantaine de bénévoles autour de 13 foires sur l'agriculture urbaine et l'alimentation locale.

Cette initiative s'inscrit dans le volet Système alimentaire (SAM) du Plan d'action de la table intersectorielle régionale sur les saines habitudes de vie (TIR-SHV) et est financée par Québec

en forme et la Direction du développement durable de la ville de Montréal

#### 3.5 NOURRIR LA TOLÉRANCE

«Nourrir la tolérance et la citoyenneté» allie alimentation, culture, agriculture et religion. Menée en collaboration avec l'organisme Passages, cette initiative cible une trentaine de jeunes femmes en difficulté de la région de Montréal. Les activités comprennent la création d'un potager ainsi qu'une série d'ateliers traitant de l'apport des collectivités culturelles et confessionnelles sur la diversité alimentaire du Québec et du Canada. Dans le cadre de ce projet, les femmes ont eu la chance de discuter, mais aussi de préparer et de déguster des plats traditionnels de différentes cultures et de promener dans les quartiers culturels de Montréal.



## 4. LE PROGRAMME DE MOBILISATION

### 4.1 FORUM SOCIAL DES PEUPLES

Six mille personnes issues des mouvements sociaux, citoyens et autochtones du Québec et du Canada se sont rassemblées du 21 au 24 août 2014 pour le Forum social des peuples (FSP) à Ottawa. L'activité se voulait la conclusion d'un processus entamé près de trente mois plus tôt par Alternatives et, principalement les mouvements sociaux du Québec. L'objectif était mettre en réseau et d'échanger sur les solutions aux politiques d'austérité et surtout de construire des stratégies collectives qui intègrent les mouvements progressistes du Québec, du Canada et des Premières nations dans le but, notamment, de parvenir à un changement de gouvernement aux élections fédérales de 2015. Cette rencontre a permis d'aboutir à un appel immédiat à l'action ainsi qu'à la définition de plusieurs actions sur les thèmes principaux du FSP. Alternatives a joué un rôle significatif important tout au long du processus.

Sur le plan syndical, Alternatives a fortement encouragé la création d'un caucus

syndical au sein du processus du FSP de façon à permettre une meilleure collaboration entre les syndicats canadiens et québécois dans l'optique de lutter contre l'austérité et le démantèlement de l'État social.

Sur le plan environnemental, Alternatives a soutenu l'Assemblée contre les changements climatiques au sein du FSP. La particularité de l'exercice demeure caractéristique inclusif mis de l'avant tout au long du processus avec l'objectif non seulement d'associer les autochtones et les environnementalistes dans le travail d'opposition au développement de l'industrie extractive, notamment des sables bitumineux albertains, mais surtout, d'y associer le mouvement social traditionnellement non centré sur les enjeux climatiques. Alternatives considère que la lutte contre les hydrocarbures et pour la justice climatique peut rallier tous les mouvements, et que les autochtones doivent occuper un rôle de premier plan.

Notons qu'Alternatives a aussi joué un rôle de premier plan dans la mise en place de l'Assemblée des mouvements

sur la Palestine qui a notamment appelé à l'adoption large de la campagne palestinienne de Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS).

### 4.2 FESTIVAL DES SOLIDARITÉS 2015

La troisième édition du Festival des solidarités s'est déroulée le samedi 13 juin 2015, de 9 h 30 à 17 h 30, à la Salle Agora Hydro-Québec, au Coeur des sciences de l'UQAM, avec pour thématique « Combattre l'austérité ici et ailleurs ».

Pendant cet événement, qui a rassemblé plus de 500 personnes, plusieurs représentants de luttes écologistes, des peuples autochtones, du milieu syndical, du secteur public, du milieu étudiant, ainsi que des partis de la gauche radicale anti-austérité du Québec, d'Espagne, de Grèce et d'Allemagne ont livré trois conférences publiques.

### 4.3 JUSTICE CLIMATIQUE

Les interventions sur le thème de la justice climatique ont formé une partie importante du travail d'Alternatives dans

la dernière année. Les efforts déployés ont été à la fois complémentaires et interreliés. À l'échelle du Canada, Alternatives a appelé l'Assemblée des mouvements sociaux contre les changements climatiques qui s'est tenu dans le cadre du Forum social des peuples et a soutenu l'organisation d'une rencontre de suivi à Kanasatake ainsi que la Marche Action Climat à Québec le 11 avril dernier. Alternatives est aussi intervenu pour faire converger les mobilisations environnementales avec les grandes mobilisations anti-austérité, a milité pour que les groupes environnementaux se joignent à la coalition « Refusons l'austérité » et a cimenté ses liens avec les groupes de justice climatique et les communautés autochtones opposées aux sables bitumineux et aux oléoducs partout au Canada.

À l'échelle internationale, Alternatives travaille toujours avec le « Climate Space » issue du FSM 2013 et est associé à la Coalition Climat 21 qui prépare les grandes mobilisations citoyennes dans le cadre de la COP 21 à Paris.

---

## 5. LES MÉDIAS D'ALTERNATIVES

Pendant l'année 2014-2015, Alternatives a continué de produire plusieurs outils de communication et d'éducation, notamment :

- Le Journal des Alternatives (JdA), en français, et le Alternatives International Journal (AIJ), en anglais, produits par des bénévoles issus de sa base militante et diffusés auprès de plus de dix mille abonnés.
- La page dans le quotidien Le Devoir où l'on traite chaque mois de sujets nationaux et internationaux, notamment la solidarité internationale, l'extractivisme, l'agriculture urbaine et le droit du travail.
- Le magazine radio *La Solidarité en action*, une émission d'affaires publiques mensuelle diffusée sur les ondes de CIBL 101,5 FM.

---

## 6. SERVICE D'AIDE À L'EMPLOI POUR LES IMMIGRANTS

Le service d'employabilité d'Alternatives fournit au nouvel arrivant un encadrement, une orientation et un accompagnement personnalisé visant à lui donner toutes les chances d'intégrer rapidement le marché du travail.

Pour ce faire, Alternatives a toujours œuvré avec les différents partenaires du milieu qui avaient à cœur l'intégration socio professionnelle des nouveaux arrivants à la société québécoise. Il est nul doute, que le principal vecteur d'intégration d'un immigrant à la société québécoise est l'obtention d'un emploi et nous y contribuons efficacement.

Reconnue pour son expertise dans l'insertion socioprofessionnelle des nouveaux immigrants à la société québécoise,

Alternatives bénéficie du partenariat d'Emploi Québec et de son soutien financier. Depuis une vingtaine d'années, Alternatives s'appuie sur la collaboration des partenaires de tous les secteurs, tant communautaires, publics que privés. Récemment, Alternatives a développé un partenariat avec le CHUM qui permet l'embauche de personnes immigrantes professionnelles dans le domaine de la santé.



## 7. TRAVAILLER AVEC LES AUTRES

Avec chaque nouveau projet, au moyen de chaque campagne, et grâce au travail de tous les membres, stagiaires et bénévoles, Alternatives est de plus en plus persuadé que, ensemble, les citoyens engagés sont en mesure de construire des sociétés durables.

L'appel à « La solidarité en action » est lancé! Alternatives à Montréal est membre de plusieurs réseaux et coalitions :

- Alternatives International
- Association québécoise des organismes de coopération internationale
- Coalition climat 21
- Coalition meilleure mine
- Coalition main rouge
- Coalition pour la Justice et la paix en Palestine
- Coalition pour la souveraineté alimentaire
- Concertation pour Haïti
- Conseil canadien pour les réfugiés
- Conseil International du Forum social mondial
- Front Commun pour la transition énergétique
- Mouvement vigilance énergie
- Pas de démocratie sans voix
- Regroupement des jardins collectifs du Québec
- Réseau pour un commerce juste
- Réseau pour une alimentation durable
- Réseau québécois des groupes écologistes
- Réseau québécois sur l'intégration continentale
- Réseau d'intervention humanitaire
- Voices-Voix

## 8. ALTERNATIVES INTERNATIONAL

Alternatives (Montréal) est un des membres fondateurs d'Alternatives International, un réseau d'organisations progressistes et altermondialistes au coeur de la dynamique des forums sociaux, et qui regroupe les organisations suivantes :

- Alternative Espaces Citoyens (Niamey)
- Alternative Information Center (Jérusalem)
- Alternatives (Montréal)
- Alternatives Asia (New Delhi)
- Forum marocain des alternatives Sud (Rabat)
- Forum tunisien des droits économiques et sociaux (Tunis)
- Instituto alternativas Terrazul (Fortaleza)
- Le Réseau initiatives pour un autre monde – IPAM (Paris)
- Teacher Creativity Center (Ramallah)
- Un Ponte Per (Rome)

Alternatives International s'oppose au néolibéralisme qui s'exprime notamment par des échanges économiques

inégalitaires et le recours à la militarisation. La fédération veut bâtir une solidarité internationale et locale basée sur des partenariats d'égal à égal entre des organisations politiques et sociales de différents continents.

Alternatives International est né de la nécessité :

- développer des initiatives pour renforcer le mouvement social partout dans le monde et ce, par des moyens concrets;
- mieux coordonner des interventions communes dans le cadre des principaux réseaux du mouvement social mondial, notamment le Forum social mondial (FSM);
- s'entraider dans le développement de stratégies de viabilité politique et financière à long terme.

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

Ronald Cameron *président du Conseil*

Michèle St-Denis *membre du Conseil exécutif*

Krystyna Slawecki *membre du Conseil exécutif*

Les autres administrateur-es sont : Susan Caldwell, Nathalie Guay, Louise Vandelac, Guillaume Hébert, Pascale Chanoux, Patrick Rondeau, Jean-Claude Balu, Claude Vaillancourt, Hamouda Soubhi (AlterInter).

## ÉQUIPE DE TRAVAIL

Michel Lambert *Directeur général*

Marcela Escribano *Amériques et jeunesse*

Gaelle Janvier *Systèmes alimentaires*

Jimmy Linch *Collecte de fonds*

Feroz Mehdi *Maghreb/Asie et Alternatives International*

Yasmina Moudda *Administration*

Khadija Mounib *Immigration et employabilité*

Catherine Pappas *Nouvelles initiatives*

Roger Rashi *Mobilisation et justice climatique*

Katy Collet *Programmes Jeunesse*

## STAGIAIRES QUÉBEC SANS FRONTIÈRES

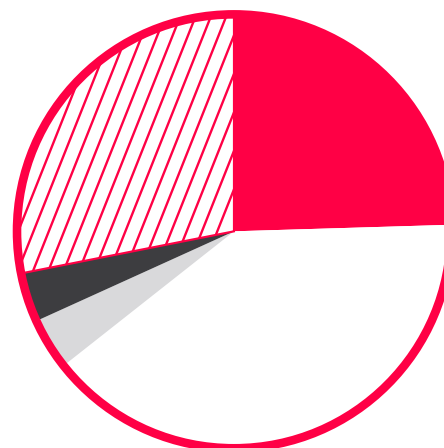
Alexandre Brunet, Alexe Lafaille, Amélie Fauchon, Annie-Claude Veilleux, Arnaud Rochefort-Allie, Audrey-Anne Hamel-Bouchard, Aurélie Girard, Bertrand Desrochers, Carla Christina Ayala Alcayaga, Elsa F. Mondésir Villefort, Gabrielle Lemarier-Saulnier, Geneviève Proulx-Masson, Isabelle L'Héritier, Jean-Simon Bellavance, Julien Lacouchie-Payen, Kwame Bertrand, Laurence Richard, Liam Wolfs, Mélissa Matta-Lachapelle, Meryem El Maâroufi, Myriam Saindon, Nadia Khairredine, Oussama Khatem, Vincent Massicotte-Banville, Zineb Zellag

## ÉTATS FINANCIERS

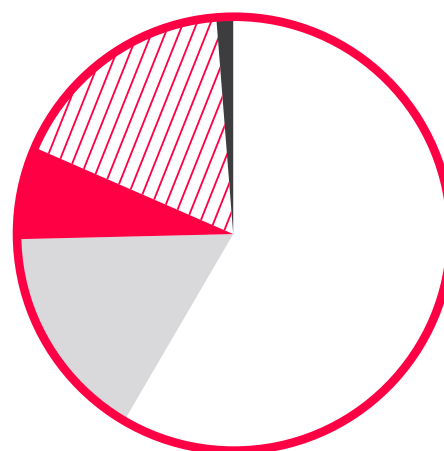
<b>BILAN</b>	<b>2015</b>	<b>2014</b>
<i>Actif</i>		
Actif à court terme	1 012 528 \$	1 191 503 \$
Immobilisations	449 163 \$	463 479 \$
	1 461 691 \$	1 654 982 \$
<i>Passif et actif net</i>		
Passif à court terme	628 038 \$	761 306 \$
Actif Net	833 653 \$	893 676 \$
	1 461 691 \$	1 654 982 \$

### ÉTAT DES RÉSULTATS

<i>Produits</i>		
Gouvernement fédéral (Canada)	0 \$	0 \$
Gouvernement provincial (Québec)	396 379 \$	376 244 \$
Gouvernement Européen	644 204 \$	219 903 \$
Contributions syndicales	62 216 \$	157 069 \$
Contributions non gouvernementales	59 345 \$	94 434 \$
Autofinancement	454 370 \$	576 989 \$
<b>TOTAL</b>	<b>1 616 514 \$</b>	<b>1 424 639 \$</b>
<i>Charges</i>		
Programme international	979 305 \$	746 853 \$
Programme national	271 775 \$	238 200 \$
Programme d'autofinancement	116 035 \$	145 647 \$
Frais généraux	288 559 \$	271 870 \$
Amortissement des immobilisations	20 866 \$	25 406 \$
<b>TOTAL</b>	<b>1 676 540 \$</b>	<b>1 427 976 \$</b>
Excédent des produits sur les charges	-60 026 \$	-3 337 \$



- Gouvernement provincial (Québec) **24 %**
- Gouvernement européen **40 %**
- Contributions syndicales **4 %**
- Contribution non gouvernementales **4 %**
- Autofinancement **28 %**



- Programme international **59 %**
- Programme national **16 %**
- Programme d'autofinancement **7 %**
- Frais généraux **17 %**
- Amortissements des immobilisations **1 %**

## DEVENIR MEMBRE D'ALTERNATIVES C'EST

Faire partie d'un mouvement mondial qui défend la démocratie, l'environnement, et les mouvements sociaux pour la dignité des peuples et soutenir la mise en réseau, la promotion et la construction d'initiatives novatrices des mouvements populaires et sociaux luttant pour les droits économiques, sociaux, politiques, culturels et environnementaux. C'est grâce à votre contribution financière qu'Alternatives peut continuer d'exister et d'agir. Mis à part le soutien financier, l'appui des membres démontre l'existence d'un fort appui populaire devant les gouvernants. C'est ainsi qu'ensemble, il est possible d'exercer une pression politique légitime capable d'entraîner un réel changement social, environnemental et politique.

## COMMENT DEVENIR MEMBRE ?

En tant que membre d'Alternatives, vous pouvez verser votre don mensuellement ou annuellement, tout en ayant la possibilité d'annuler votre adhésion à tout moment.

### PAR TÉLÉPHONE

Il est possible de payer par carte de crédit en téléphonant au **514 982-6606** ou au **1-800-982-6646** du lundi au vendredi de 9 h à 17 h.

**ALTERNATIVES.CA**

*facebook / twitter*